
Ukraine : Naftogaz dans l'œil du cyclone

Description

L'ancien ministre ukrainien de l'Économie Vladimir Lanovoï (mars-juillet 1992) a déclaré le 3 janvier 2019 à la télévision ukrainienne qu'il était impossible d'envisager une baisse du prix du gaz tant que le monopole Naftogaz, responsable du transit et de la distribution de gaz en Ukraine, existait.

Le prix du gaz ne cesse en effet d'augmenter pour la population (+ 23,5 % lors de la dernière hausse, le 1^{er} novembre 2018). Selon lui, la situation monopolistique de l'entreprise ne l'invite pas à chercher des sources alternatives de gaz qui permettraient de se fournir à moindre prix, dans l'intérêt du consommateur. L'unique solution, selon V. Lanovoï, consisterait à découpler Naftogaz et ses filiales, afin de créer des structures plus concurrentielles et plus saines.

La candidate à l'élection présidentielle Ioulia Timochenko s'est déjà prononcée avec insistance en faveur de la liquidation de Naftogaz, option rejetée par le Premier ministre en exercice, Volodymyr Groïsmán, qui y verrait un « cadeau à l'ennemi ».

V. Lanovoï répondait là à une déclaration, un mois plus tôt, d'un député de la Rada d'Ukraine, membre de la « Plateforme d'opposition - Pour la vie », Nestor Choufritch, qui avait jugé que l'Ukraine pourrait tout à fait se fournir en gaz moins cher que ce qu'elle faisait actuellement. Le député avait mentionné en particulier les pourparlers en cours entre la Russie et le Bélarus concernant sur le prix du gaz en 2019. Selon N. Choufritch, le Président du Bélarus Alexandre Loukachenka souhaitait acheter le gaz russe 70 dollars le baril, alors que la Russie proposait 130 Dollars, sachant que le prix du marché était alors de 200 dollars. L'Ukraine, elle, déclarait le député, achetait son gaz 400 dollars... Dès lors, estimait-il, il n'y avait aucune nécessité d'augmenter le prix du gaz sur le marché intérieur mais des solutions existaient.

Ce à quoi un membre du comité en charge des questions budgétaires à la Rada, Viktor Pinzenik, avait rétorqué que le mieux serait vraisemblablement d'interdire l'hiver.

Indéniablement, la négociation sur le prix du gaz consenti par Moscou se fait difficilement. Notamment parce que Kiev craint que Gazprom refuse de signer un nouveau contrat de transit de gaz (à destination de l'Europe de l'Ouest). L'Ukraine vient d'ailleurs de décider, en amont des discussions trilatérales sur le sujet - elles incluent l'UE -, de réduire le prix du transit de moitié à partir de 2020 (le contrat la liant à la Russie expire fin 2019).

Sources : *Newsone.ua, Gazeta.ru, Nezavissimaia Gazeta.*

Céline BAYOU

date créée

03/01/2019

Champs de Méta

Auteur-article : Céline BAYOU